

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2001 — 3096

[2001/22791]

18 OCTOBRE 2001. — Arrêté royal fixant le cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail pour l'exécution des mesures transitoires de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 19, inséré par la loi du 20 mai 1997 et remplacé par la loi du 22 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 7 juillet 1997 portant fixation du cadre organique du Fonds des accidents du travail, modifié par l'arrêté royal du 13 juin 1999;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base du Fonds des accidents du travail, donné le 5 février 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail, donné le 19 mars 2001;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances, donné le 27 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mai 2001;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail est, en ce qui concerne l'administration centrale, fixé conformément au tableau ci-après :

Personnel administratif

Niveau 3	
Commis	7
Niveau 4	
Agent administratif	6

Art. 2. § 1^{er}. Les emplois repris dans le présent arrêté ne peuvent être occupés que par les membres du personnel visés à l'article 19 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Ils sont supprimés au départ de leur titulaire.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2001 — 3096

[2001/22791]

18 OKTOBER 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen tot uitvoering van de overgangsbepalingen van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 19, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1997 en vervangen bij de wet van 22 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juli 1997 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juni 1999;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van het Fonds voor arbeidsongevallen, gegeven op 5 februari 2001;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen, gegeven op 19 maart 2001;

Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 27 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 mei 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen wordt, wat het hoofdbestuur betreft, vastgesteld overeenkomstig onderstaande tabel :

Administratief personeel

Niveau 3	
Klerk	7
Niveau 4	
Beambte	6

Art. 2. § 1. De betrekkingen die opgenomen zijn in dit besluit kunnen slechts worden bekleed door de personeelsleden bedoeld in artikel 19 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. Zij worden afgeschafte bij het vertrek van hun titularis.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 3097

[C — 2001/22802]

29 OCTOBRE 2001. — Arrêté royal déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et les unions nationales de mutualités

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, notamment l'article 27bis, inséré par la loi du 22 février 1998;

N. 2001 — 3097

[C — 2001/22802]

29 OKTOBER 2001. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, inzonderheid op artikel 27bis, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités, modifié par les arrêtés royaux des 2 juillet 1996, 19 juin 1997, 19 novembre 1999 et 17 novembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 12 octobre 2001;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 octobre 2001;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la répartition des subsides de l'année 2000 et suivantes prévue par l'arrêté royal du 12 août 1994 précité ne peut actuellement intervenir sur la base des dispositions en vigueur, celles-ci n'étant pas adaptées au modèle de clé de répartition normative résultant des travaux des équipes universitaires sur lequel un consensus s'est dégagé;

Considérant que de ce fait les mutualités vont être confrontées à des problèmes de trésorerie qu'il importe de résoudre au plus tôt par le remplacement des dispositions de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions et les modalités d'octroi des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et les unions nationales de mutualités. Qu'il s'avère indispensable de fixer au plus vite les modalités de répartition des subventions 2000, dont les crédits à défaut d'être liquidés avant la fin de l'année budgétaire 2001 seront annulés;

Vu l'avis n° 32.419/1 du Conseil d'Etat donné le 25 octobre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les subventions inscrites en application de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités dans le budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, sous l'allocation de base 52.11.42.12, sont réparties entre les mutualités et les unions nationales de mutualités, qui ont organisé le service des soins de santé durant l'année précédant l'exercice budgétaire concerné en faveur des travailleurs indépendants et des membres des communautés religieuses qui ont adhéré volontairement à ce service pour les prestations de santé autres que celles prévues par le régime d'assurance soins de santé obligatoire qui les concernent.

§ 2. Les subventions des années 1997 à 2000 sont réparties entre les unions nationales sur la base de la clé de répartition normative, définie à l'article 3, fixée pour chaque année sur proposition du Conseil de l'Office de contrôle transmise au Ministre des Affaires sociales. Les subventions des années 2001 et suivantes sont réparties entre les unions nationales sur la base de la clé de répartition normative, définie à l'article 4, fixée pour chaque année sur proposition du Conseil de l'Office de contrôle transmise au Ministre des Affaires sociales.

Les éventuels résultats négatifs résultant de l'application de la clé de répartition normative susvisée, sont répartis entre toutes les unions nationales et mutualités ayant une subvention positive au prorata de cette subvention positive.

Les unions nationales répartissent ces subventions entre leurs mutualités affiliées suivant ces mêmes critères. Les subventions doivent être comptabilisées par les mutualités dans le même exercice que l'exercice budgétaire sur lequel elles sont imputées.

§ 3. Avant la fin de chaque trimestre, le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement verse aux unions nationales de mutualités une avance égale à un quart du montant inscrit au budget de l'exercice en cours en application de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 précitée.

Cette avance est répartie entre les unions nationales proportionnellement aux subventions octroyées pour l'exercice budgétaire précédent.

Les unions nationales répartissent cette avance entre leurs mutualités affiliées suivant ces mêmes critères.

Par dérogation à l'alinéa 1, les subventions inscrites au budget de l'année 2000 et de l'année 2001 du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, sous l'allocation de base 52.11.42.12 et encore à liquider respectivement en 2001 et en 2002, font l'objet d'un seul versement.

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 juli 1996, 19 juni 1997, 19 november 1999 en 17 november 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 oktober 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 19 oktober 2001;

Gelet op de hoogdringendheid die gemotiveerd wordt door het feit dat de verdeling van de toelagen van het jaar 2000 en volgende zoals voorzien door het voormeld koninklijk besluit van 12 augustus 1994 op basis van de heden van toepassing zijnde bepalingen op dit ogenblik niet kan plaatsvinden, omdat deze niet aangepast zijn aan het model van de normatieve verdeelsleutel voortvloeiend uit de werkzaamheden van de universitaire teams waarover een consensus bestaat;

Overwegende dat de ziekenfondsen daardoor zullen worden geconfronteerd met thesaurieproblemen, waarbij het van belang is dat deze zo spoedig mogelijk worden opgelost door vervanging van de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de voorwaarden en wijze van toekenning van de Rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging, georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen. Dat het noodzakelijk blijkt zo snel mogelijk de verdeelingsmodaliteiten van de toelagen 2000 vast te stellen, waarvan de kredieten bij gebrek aan vereffening vóór het einde van het begrotingsjaar 2001 vervallen;

Gelet op het advies nr. 32.419/1 van de Raad van State, gegeven op 25 oktober 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De met toepassing van artikel 27bis van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen in de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, onder de basisallocatie 52.11.42.12 ingeschreven toelagen, worden verdeeld onder de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, die de dienst geneeskundige verzorging gedurende het jaar dat het betrokken begrotingsjaar voorafgaat hebben ingericht voor de zelfstandigen en de leden van de kloostergemeenschappen die vrijwillig zijn toetreden tot deze dienst voor de andere geneeskundige verstrekingen dan die bepaald bij de regeling voor verplichte verzekering inzake geneeskundige verzorging welke op hen betrekking heeft.

§ 2. De Rijkstoelagen van de jaren 1997 tot en met 2000 worden verdeeld onder de landsbonden op basis van de in artikel 3 bepaalde normatieve verdeelsleutel, voor elk jaar vastgesteld, op voorstel van de Raad van de Controledienst overgemaakt aan de Minister van Sociale Zaken. De Rijkstoelagen van de jaren 2001 en volgende worden verdeeld onder de landsbonden op basis van de in artikel 4 bepaalde normatieve verdeelsleutel, voor elk jaar vastgesteld, op voorstel van de Raad van de Controledienst overgemaakt aan de Minister van Sociale Zaken.

De eventuele negatieve resultaten die voortvloeien uit de toepassing van de voornoemde normatieve verdeelsleutel, worden verdeeld tussen alle landsbonden en ziekenfondsen die een positieve toelage hebben prorata van deze positieve toelage.

De landsbonden verdelen deze toelagen onder de bij hen aangesloten ziekenfondsen, overeenkomstig dezelfde criteria. De toelagen moeten door de ziekenfondsen geboekt worden in hetzelfde dienstjaar als het begrotingsjaar waarop zij aangerekend worden.

§ 3. Het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu stort vóór het einde van ieder kwartaal aan de landsbonden van ziekenfondsen een voorschot gelijk aan een vierde van het met toepassing van artikel 27bis van de voornoemde wet van 6 augustus 1990 in de begroting van het lopende dienstjaar ingeschreven bedrag.

Dit voorschot wordt onder de landsbonden verdeeld in verhouding tot de toelagen die toegekend zijn voor het voorafgaande begrotingsjaar.

De landsbonden verdelen dit voorschot onder de bij hen aangesloten ziekenfondsen overeenkomstig dezelfde criteria.

In afwijking van het eerste lid, maken de toelagen ingeschreven in de begroting van de jaren 2000 en 2001 van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, onder de basisallocatie 52.11.42.12 en nog te liquideren respectievelijk in 2001 en 2002, het voorwerp uit van een enige storting.

Art. 2. La répartition des subventions des années 2000, 2001, 2002 et 2003, effectuée conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, §§ 2 et 3, est rectifiée comme suit :

1° les subventions de l'année 2000, versées conformément à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 4, sont rectifiées par le quart de la différence entre le montant résultant de l'application pour les années 1997, 1998 et 1999 de l'article 1^{er}, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions des années 1997, 1998 et 1999, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités;

2° les subventions de l'année 2001, versées conformément à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 4, sont rectifiées par le quart de la différence entre le montant résultant de l'application pour les années 1997, 1998 et 1999 de l'article 1^{er}, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions des années 1997, 1998 et 1999, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'arrêté royal du 12 août 1994 précité;

3° pour les subventions de l'année 2002, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un seizième de la différence entre le montant résultant de l'application pour les années 1997, 1998 et 1999 de l'article 1^{er}, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions des années 1997, 1998 et 1999, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'arrêté royal du 12 août 1994 précité;

4° pour les subventions de l'année 2003, les trois avances trimestrielles et la liquidation du solde sont chacune rectifiées par un seizième de la différence entre le montant résultant de l'application pour les années 1997, 1998 et 1999 de l'article 1^{er}, § 2, à l'union nationale considérée et le montant des subventions des années 1997, 1998 et 1999, effectivement attribué à cette même union nationale en application de l'arrêté royal du 12 août 1994 précité.

Les unions nationales procèdent à la correction des subventions attribuées aux mutualités affiliées auprès d'elles, suivant ces mêmes critères.

Art. 3. § 1^{er}. Les subventions des années 1997 à 2000 sont réparties sur la base de la clé de répartition normative conformément au présent article.

§ 2. Le montant global des subventions de l'Etat accordées pour l'année considérée est scindé en deux parties :

a) la première partie est proportionnelle aux dépenses en prestations, à l'exception des dépenses en médicaments, dans l'ensemble des dépenses en prestations de l'assurance libre de l'année considérée;

b) la deuxième partie est proportionnelle aux dépenses en médicaments dans l'ensemble des dépenses en prestations de l'assurance libre de l'année considérée.

§ 3. La subvention de chaque mutualité relative à la partie visée au § 2, a), à déterminer en application de la clé de répartition normative, est la grandeur S_{1m} définie par :

$$S_{1m} = \left(\frac{S_1}{n} + cor_m \right) \cdot n_m$$

où :

S_1 est la part du montant global des subventions de l'Etat accordé pour l'année considérée, proportionnelle aux dépenses en prestations, à l'exception des dépenses en médicaments, dans l'ensemble des dépenses en prestations de l'assurance libre de l'année considérée;

cor_m est le terme de correction indexé de la mutualité m relatif aux dépenses en prestations à l'exception des dépenses en médicaments, fixé en exécution de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 précitée, exprimé sous forme d'un montant en BEF par bénéficiaire. La mutualité m est chaque mutualité ou union nationale qui a organisé un service des soins de santé visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, pour l'année 2000;

n_m est le nombre de bénéficiaires de la mutualité m au 30 juin de l'année considérée;

n est le nombre de bénéficiaires de l'ensemble des mutualités au 30 juin de l'année considérée.

Art. 2. Voor de jaren 2000, 2001, 2002 en 2003 wordt de verdeling van de toelagen, overeenkomstig de bepalingen uit artikel 1, §§ 2 en 3, als volgt gecorrigeerd :

1° de toelagen voor het jaar 2000, gestort overeenkomstig artikel 1, § 3, vierde lid, worden gecorrigeerd met het kwart van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor de jaren 1997, 1998 en 1999 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen van de jaren 1997, 1998 en 1999, dat daadwerkelijk aan diezelfde landsbond werd toegekend bij toepassing van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

2° de toelagen voor het jaar 2001, gestort overeenkomstig artikel 1, § 3, vierde lid, worden gecorrigeerd met het kwart van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor de jaren 1997, 1998 en 1999 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor de jaren 1997, 1998 en 1999, dat daadwerkelijk aan diezelfde landsbond werd toegekend bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1994;

3° voor de toelagen van het jaar 2002 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een zestiende van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor de jaren 1997, 1998 en 1999 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor de jaren 1997, 1998 en 1999 dat bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1994 daadwerkelijk aan deze landsbond werd toegekend;

4° voor de toelagen van het jaar 2003 worden de drie driemaandelijke voorschotten en de liquidatie van het saldo elk gecorrigeerd met een zestiende van het verschil tussen het bedrag ingevolge de toepassing voor de jaren 1997, 1998 en 1999 van artikel 1, § 2, op de betrokken landsbond en het bedrag van de toelagen voor de jaren 1997, 1998 en 1999 dat bij toepassing van voornoemd koninklijk besluit van 12 augustus 1994 daadwerkelijk aan deze landsbond werd toegekend.

De landsbonden verrichten de correctie van de toelagen aan de bij hen aangesloten ziekenfondsen, overeenkomstig dezelfde criteria.

Art. 3. § 1. De toelagen van de jaren 1997 tot en met 2000 worden verdeeld op basis van de normatieve verdeelsleutel overeenkomstig het huidig artikel.

§ 2. Het totaal bedrag van de Rijkstoelagen toegekend voor het in aanmerking genomen jaar wordt in twee delen gesplitst :

a) het eerste deel is in verhouding tot de uitgaven in prestaties, met uitzondering van de uitgaven in geneesmiddelen, in het geheel van de uitgaven aan prestaties van de vrije verzekering van het in aanmerking genomen jaar;

b) het tweede deel is in verhouding tot de uitgaven in geneesmiddelen in het geheel van de uitgaven aan prestaties van de vrije verzekering van het in aanmerking genomen jaar.

§ 3. De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage bedoeld in § 2, a), van elk ziekenfonds is de hoegrootheid S_{1m} gedefinieerd door :

$$S_{1m} = \left(\frac{S_1}{n} + cor_m \right) \cdot n_m$$

waar :

S_1 het deel is van het globaal bedrag van de toegekende rijkstoelagen voor een bepaald jaar, in verhouding met de uitgaven aan prestaties, met uitzondering van de uitgaven in geneesmiddelen, in het geheel van de uitgaven aan prestaties van de vrije verzekering voor het in aanmerking genomen jaar;

cor_m de geïndexeerde correctieterm voor het ziekenfonds m is met betrekking tot de uitgaven aan prestaties met uitzondering van de uitgaven in geneesmiddelen, bepaald in uitvoering van artikel 27bis van voornoemde wet van 6 augustus 1990, uitgedrukt als een bedrag in BEF per rechthebbende. Het ziekenfonds m is elk ziekenfonds of elke landsbond die een dienst geneeskundige verzorging bedoeld in artikel 1, § 1, heeft ingericht voor het jaar 2000;

n_m het aantal rechthebbenden voor het ziekenfonds m op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is;

n het aantal rechthebbenden van het geheel van de ziekenfondsen op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is.

§ 4. La subvention de chaque mutualité relative à la partie visée au § 2, b), à déterminer en application de la clé de répartition normative, est la grandeur S_{2m} définie par :

$$S_{2m} = \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{M_m}{M} + \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{n_m}{n} + \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{S_{1m}}{S_1}$$

où :

S_2 est la part du montant global des subventions de l'Etat accordé pour l'année considérée, proportionnelle aux dépenses en médicaments dans l'ensemble des dépenses en prestations de l'assurance libre de l'année considérée;

M_m est le total des dépenses réelles en médicaments de la mutualité m pour l'année considérée;

M est le total des dépenses réelles en médicaments de l'ensemble des mutualités pour l'année considérée;

n_m , n , S_{1m} et S_1 sont les grandeurs définies au § 3.

§ 5. La clé de répartition normative visée à l'article 1^{er}, § 2, est la somme des deux répartitions visées aux §§ 3 et 4 ci-dessus.

§ 6. Les termes S_1 , S_2 , cor_m , n_m , et M_m sont donnés, chaque année, pour chaque mutualité, par Notre Ministre des Affaires sociales, sous forme d'un tableau, sur proposition du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités.

Art. 4. Les subventions des années 2001 et suivantes sont réparties sur la base de la clé de répartition normative conformément au présent article.

La subvention, de chaque mutualité, à déterminer en application de la clé de répartition normative, est calculée en multipliant la subvention normative unitaire de chaque mutualité par le nombre de bénéficiaires respectifs de chaque mutualité.

La subvention normative unitaire de chaque mutualité est constituée par le subsidie moyen par bénéficiaire toutes mutualités confondues, corrigé, pour chaque mutualité, par le montant de correction fixé en exécution de l'article 27bis de la loi du 6 août 1990 précitée.

La subvention, à déterminer en application de la clé de répartition normative, visée à l'alinéa 2 est la grandeur S_m définie par :

$$S_m = \left(\frac{S}{n} + cor_m \right) \cdot n_m$$

où :

S est le montant global des subventions de l'Etat accordé pour l'année considérée;

cor_m est le terme de correction visé à l'alinéa 3, indexé et exprimé sous forme d'un montant en BEF par bénéficiaire de la mutualité m . La mutualité m est chaque mutualité ou union nationale qui a organisé un service des soins de santé visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, pour l'année considérée;

n_m est le nombre de bénéficiaires de la mutualité m au 30 juin de l'année considérée;

n est le nombre de bénéficiaires de l'ensemble des mutualités au 30 juin de l'année considérée.

Les termes cor_m et n_m sont donnés, chaque année, pour chaque mutualité, par Notre Ministre des Affaires sociales, sous forme d'un tableau, sur proposition du Conseil de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités.

Art. 5. La subvention, à déterminer en application de la clé de répartition normative, par union nationale est la somme des subventions, à déterminer en application de la clé de répartition normative, des mutualités affiliées après application de l'article 1^{er}, § 2, alinéa 2.

Art. 6. Les mutualités doivent se soumettre au contrôle de leur union nationale, ainsi qu'à celui organisé par le Ministre des Affaires sociales.

Art. 7. L'arrêté royal du 12 août 1994 déterminant les conditions d'octroi et le mode de répartition des subventions de l'Etat pour le service des soins de santé, organisé par les mutualités et par les unions nationales de mutualités est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001. Il s'applique également aux subventions de l'Etat non encore liquidées à cette date ainsi qu'aux corrections à apporter aux subventions des années 1997, 1998 et 1999.

§ 4. De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage bedoeld in § 2, b), van elk ziekenfonds is de hoegrootheid S_{2m} gedefinieerd door :

$$S_{2m} = \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{M_m}{M} + \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{n_m}{n} + \frac{1}{3} S_2 \cdot \frac{S_{1m}}{S_1}$$

waar :

S_2 het deel is van het globaal bedrag van de toegekende rijkstoelagen voor een bepaald jaar, in verhouding met de uitgaven in geneesmiddelen, in het geheel van de uitgaven aan prestaties van de vrije verzekering voor het in aanmerking genomen jaar;

M_m het totaal is van de werkelijke uitgaven in geneesmiddelen van het ziekenfonds m voor het in aanmerking genomen jaar;

M het totaal is van de werkelijke uitgaven in geneesmiddelen voor het geheel van de ziekenfondsen voor het in aanmerking genomen jaar;

n_m , n , S_{1m} en S_1 de hoegrootheden zijn bepaald in § 3.

§ 5. De normatieve verdeelsleutel bedoeld in artikel 1, § 2, is de som van de twee verdelingen bedoeld in §§ 3 en 4 hierboven.

§ 6. De termen S_1 , S_2 , cor_m , n_m en M_m worden, voor elk jaar, voor elk ziekenfonds, op voorstel van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, door Onze Minister van Sociale Zaken gegeven, onder de vorm van een tabel.

Art. 4. De toelagen van de jaren 2001 en volgende worden verdeeld op basis van de normatieve verdeelsleutel overeenkomstig het huidige artikel.

De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage van elk ziekenfonds wordt berekend door het vermenigvuldigen van de unitaire normatieve toelage van elk ziekenfonds en het respectievelijk aantal rechthebbenden van elk ziekenfonds.

De unitaire normatieve toelage van elk ziekenfonds bestaat uit de gemiddelde toelage per rechthebbende, alle ziekenfondsen samen, gecorrigeerd, voor elk ziekenfonds, door het correctiebedrag zoals vastgesteld in uitvoering van artikel 27bis van voornoemde wet van 6 augustus 1990.

De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage bedoeld in het tweede lid is de hoegrootheid S_m gedefinieerd door :

$$S_m = \left(\frac{S}{n} + cor_m \right) \cdot n_m$$

waar :

S het globaal bedrag van de toegekende rijkstoelagen voor een bepaald jaar is;

cor_m de correctieterm voor het ziekenfonds m bedoeld bij het derde lid, geïndexeerd en uitgedrukt als een bedrag in BEF per rechthebbende is. Het ziekenfonds m is elk ziekenfonds of elke landsbond die een dienst geneeskundige verzorging bedoeld in artikel 1, § 1, heeft ingericht voor het in aanmerking genomen jaar;

n_m het aantal rechthebbenden voor het ziekenfonds m op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is;

n het aantal rechthebbenden van het geheel van de ziekenfondsen op 30 juni van het in aanmerking genomen jaar is.

De termen cor_m en n_m worden, voor elk jaar, voor elk ziekenfonds, onder de vorm van een tabel, door Onze Minister van Sociale Zaken gegeven, op voorstel van de Raad van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

Art. 5. De met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelage per landsbond is de som van de met toepassing van de normatieve verdeelsleutel te bepalen toelagen van de aangesloten ziekenfondsen na toepassing van artikel 1, § 2, tweede lid.

Art. 6. De ziekenfondsen moeten zich onderwerpen aan de controle van hun landsbond, alsmede aan de door de Minister van Sociale Zaken, georganiseerde controle.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 houdende vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de wijze van verdeling van de rijkstoelagen voor de dienst voor geneeskundige verzorging georganiseerd door de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001. Het is eveneens van toepassing op de Rijkstoelagen nog niet uitbetaald op die datum alsook op de aan te brengen correcties op de toelagen van de jaren 1997, 1998 en 1999.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 octobre 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Art. 9. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 3098

[2001/22792]

23 OCTOBRE 2001. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 18 octobre 2001, portant fixation du cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail pour l'exécution des mesures transitoires de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2001, fixant le cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail pour l'exécution des mesures transitoires de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base du Fonds des accidents du travail, donné le 5 février 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail;

Vu l'avis du délégué du Ministre des Finances, donné le 27 février 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mai 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 18 octobre 2001, fixant le cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail pour l'exécution des mesures transitoires de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public sont répartis comme suit :

22 % des emplois de commis sont rémunérés dans l'échelle de traitement 30F;

28 % des emplois de commis sont rémunérés dans l'échelle de traitement 30H;

10 % des emplois de commis sont rémunérés dans l'échelle de traitement 30I;

30 % des emplois d'agent administratif sont rémunérés dans l'échelle de traitement 42C;

23 % des emplois d'agent administratif sont rémunérés dans l'échelle de traitement 42D;

7 % des emplois d'agent administratif sont rémunérés dans l'échelle de traitement 42E.

Art. 2. § 1^{er}. Les emplois repris dans le présent arrêté ne peuvent être occupés que par les membres du personnel visés à l'article 19 de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Ils sont supprimés au départ de leur titulaire.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que l'arrêté royal du 18 octobre 2001, fixant le cadre organique de complément au cadre organique du Fonds des accidents du travail pour l'exécution des mesures transitoires de la loi du 20 février 1990 relative aux agents des administrations et de certains organismes d'intérêt public.

Bruxelles, le 23 octobre 2001.

F. VANDENBROUCKE

N. 2001 — 3098

[2001/22792]

23 OKTOBER 2001. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001, tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen tot uitvoering van de overgangsbepalingen van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2001, tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen tot uitvoering van de overgangsbepalingen van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van het Fonds voor arbeidsongevallen, gegeven op 5 februari 2001;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen;

Gelet op het advies van de afgevaardigde van de Minister van Financiën, gegeven op 27 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 6 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 15 mei 2001,

Besluit :

Artikel 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen tot uitvoering van de overgangsbepalingen van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut, worden onderverdeeld als volgt :

22 % van de betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddenschaal 30F;

28 % van de betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddenschaal 30H;

10 % van de betrekkingen van klerk worden bezoldigd in de weddenschaal 30I;

30 % van de betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddenschaal 42C;

23 % van de betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddenschaal 42D;

7 % van de betrekkingen van beambte worden bezoldigd in de weddenschaal 42E.

Art. 2. § 1. De betrekkingen die opgenomen zijn in dit besluit kunnen slechts worden bekleed door de personeelsleden bedoeld in artikel 19 van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

§ 2. Zij worden afgeschaft bij het vertrek van hun titularis.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 tot vaststelling van de aanvullende personeelsformatie bij de personeelsformatie van het Fonds voor arbeidsongevallen tot uitvoering van de overgangsbepalingen van de wet van 20 februari 1990 betreffende het personeel van de overheidsbesturen en van sommige instellingen van openbaar nut.

Brussel, 23 oktober 2001.

F. VANDENBROUCKE